

tout et de l'adhésion des États les plus riches, les plus peuplés et les plus importants du pays. J'espère pouvoir bientôt remettre le pouvoir impérial entre vos mains. La fuite de Juárez et de ses partisans est complète et offre l'aspect d'une vraie panique. » Almonte énumérait alors une longue série de villes et de provinces qui étaient toutes impériales ou le seraient sous peu. L'ennemi se retirait partout en toute hâte et le reste ne dépendait que de la marche en avant. Les États nommés formaient les trois quarts du territoire total de l'empire et comptaient les quatre cinquièmes de la population tout entière. « J'espère donc, concluait Almonte, apprendre bientôt que Votre Majesté, confiante dans l'opinion d'un peuple tout entier qui vous attend avec impatience et montre une unanimité pleine de zèle, hâtera autant que possible son départ pour le Mexique, afin de commencer l'œuvre de la régénération et de la réorganisation, œuvre qui est appelée à nous relever et à montrer au monde un grand monarque à la tête d'un grand peuple. »

Cette lettre, d'un bout à l'autre, induisait l'archiduc en erreur. Les succès de Bazaine étaient grands, il est vrai, mais nous avons déjà démontré sur quelle faible base ils reposaient et comment le pays ne pouvait être amené à se prononcer pour la monarchie que sous l'action directe des baïonnettes françaises. Les chiffres donnés étaient faux. Il n'y était pas question que seulement les trois quarts du territoire étaient entre les mains de l'intervention. Tout au plus, un septième du territoire, avec trois millions d'habitants, était sous son contrôle. L'archiduc aurait bien voulu causer avec Forey. Il fit demander à Napoléon la permission pour que le maréchal se rendît à Miramar. Mais l'empereur refusa. Il craignait que l'archiduc entendît de Forey trop de vérités et peut-être même fût dissuadé de son projet. Ainsi cette visite n'eut pas lieu et une fois encore l'archiduc manqua l'occasion d'entendre d'un homme sérieux des nouvelles authentiques sur le Mexique. Ferdinand-Maximilien était devenu méfiant envers Almonte, ce qui était dû à l'influence de Gutierrez, comme nous le verrons bientôt.

Quoique Bazaine fût revenu à Mexico au commencement de l'année 1864, à cause de la situation politique, les troupes

du général Douay et celles des monarchistes mexicains, sous le commandement des chefs conservateurs et des généraux Marquez, Miramon et Mejia, continuaient la campagne contre Juárez et ses partisans. Sur un point, Almonte avait raison. La situation du président Juárez, poursuivi de village en village, n'était pas à envier. En janvier, deux de ses généraux, Ortega et Doblado, lui conseillèrent de démissionner. Juárez refusa en faisant valoir que ce n'était pas lui, mais la forme républicaine qui était en jeu (1). Beaucoup de chefs inférieurs de Juárez montrèrent peu de force de résistance, mais quelques-uns pourtant lui restèrent fidèles. Parmi ceux-ci, Porfirio Diaz, qui avait son quartier général à Oajaca, au sud de Mexico. De même, la population restait de son côté dans les endroits que le bras français n'atteignait pas ou n'atteignait plus. Avec cela il y avait l'appui moral et, en secret, aussi matériel des États-Unis et la volonté dure et tenace du président, décidé à triompher. La situation n'était pas tout à fait aussi désespérée qu'elle en avait l'air de temps en temps. Le mouvement des bandes et les attaques perpétuelles dirigées contre les troupes françaises, dès qu'elles apparaissaient en détachements plus faibles, avaient obligé Bazaine à employer des moyens énergiques. C'est alors que commencèrent les jugements des nombreux tribunaux de guerre français qui devaient avoir un effet si déplorable sur l'opinion et les sentiments de toute la population.

Au jour de l'an 1864, Napoléon remercia l'archiduc (2) pour ses vœux, transmis par Kint, et lui envoya les siens pour la nouvelle année. L'empereur n'était plus aussi enthousiaste pour l'expédition au Mexique et le faisait de temps en temps sentir à l'impératrice Eugénie, la protectrice passionnée de tout ce projet. Mais elle n'en était pas encore là et croyait encore toujours à un dénouement heureux.

Un soir, pour tranquilliser Hidalgo, qui s'effrayait lui-même de la responsabilité énorme qui pesait sur lui, elle lui dit : « Vous verrez comme on sera désagréable à la Chambre à propos des débats sur cette affaire. Mais, comme je suis sûre

(1) BANCROFT, *Mexique*, IX, p. 129.

(2) Napoléon à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Télégramme, 2 janvier 1864. Vienne, Archives de l'État.

que l'archiduc aura du succès, tous les ennemis de l'expédition en France en deviendront des admirateurs (1). »

Loliée raconte (2) que dans ce temps l'ambassadeur américain aurait dit à l'impératrice : « Madame, le Nord sera vainqueur. La France sera obligée de renoncer à son projet et cela finira mal pour l'Autrichien. »

L'impératrice répondit du tac au tac et avec vivacité : « Et je vous assure que si le Mexique n'était pas si loin et mon fils encore un enfant, je souhaiterais qu'il se mette lui-même à la tête de l'armée française pour écrire avec l'épée une des plus belles pages de l'histoire de ce siècle. »

« Madame, répondit flegmatiquement l'Américain, remerciez Dieu que le Mexique soit loin et votre fils encore un enfant. » L'impératrice, blessée, allait répondre quand Napoléon entra et coupa court à cette scène. Mais on raconte que ni l'ambassadeur, ni ses filles, ne furent désormais invités à la cour. Quand même cette histoire ne serait pas authentique, elle rend pourtant très bien l'état d'esprit qui régnait alors. Eugénie était encore toujours remplie de la grandeur de son idée. Elle ne pouvait plus attendre le moment de voir Maximilien comme empereur. C'est ainsi qu'elle demanda les premiers jours de janvier à Hidalgo si l'archiduc viendrait déjà en empereur à Paris. Hidalgo communiqua cette question à De Pont (3) et s'enquit aussi s'il ne devait pas commander pour l'archiduc un uniforme de général mexicain chez le tailleur attitré et s'il ne devait pas donner l'ordre de faire les sceaux du cabinet impérial et du ministre des Affaires étrangères et s'occuper de la papeterie nécessaire à l'usage de l'empereur. On ne se faisait aucun scrupule d'employer même ces moyens ridicules pour entraîner l'archiduc.

Celui-ci, étant données les bonnes nouvelles qui lui parvenaient du Mexique, était fermement résolu d'accepter. Il n'y avait donc aucune nécessité de le presser. Mais conformément aux sages conseils de son beau-père, le vieux roi des Belges, il tâchait encore de tirer le plus possible de Napoléon. Napoléon était le seul par qui on pouvait avoir quelque chose. L'ar-

(1) Hidalgo à De Pont, 29 décembre 1863. Vienne, Archives de l'État.

(2) F. LOLIÉE, *la Vie d'une impératrice*, p. 233.

(3) Hidalgo à De Pont, 4 janvier 1864. Vienne, Archives de l'État.

chiduc se décida donc de lui écrire encore une fois le 19 janvier 1864 (1).

« Les dernières nouvelles, disait l'archiduc, si favorables à la cause de l'intervention et qui annoncent que dans cette entreprise si difficile Votre Majesté remporte de nouveaux triomphes, font présager que les vœux de la grande majorité du pays tendant à me déférer la couronne ne tarderont pas à être connus en Europe. Dès lors, la première condition posée dans mon discours à la députation, celle que je demandais aux Mexicains eux-mêmes, aura reçu son exécution.

« De son côté l'empereur, mon frère, a mis l'empressement le plus gracieux à accéder aux demandes que je lui avais adressées ; il a même déjà donné les ordres nécessaires pour l'armement de la frégate qui doit me conduire à Vera-Cruz. Si, comme je l'espère, les pourparlers relatifs à un emprunt aboutissent, il ne me restera plus qu'un devoir à accomplir avant de me prononcer définitivement, le devoir sacré d'assurer l'avenir de la monarchie que je dois fonder... Ainsi j'oserais vous prier, Sire, d'accorder dix annuités pour le remboursement des créances de la France, ayant égard aux conditions financières du nouvel Empire, nécessairement peu brillantes dans les commencements, mais qui, Dieu aidant, deviendront plus prospères à mesure que l'État se consolidera.

« Si cette considération amenait Votre Majesté à régler le remboursement de manière à ce que le chiffre des versements à faire allât en croissant d'année en année, elle ajouterait encore à la reconnaissance que le Mexique Lui doit déjà... S'il plaît à Votre Majesté d'y mettre le comble par une réponse affirmative sur les divers points que je me suis permis d'indiquer, je suis prêt à accepter la couronne d'une manière définitive... »

Avant d'expédier cette lettre, l'archiduc l'avait soumise à l'empereur François-Joseph. D'après les propres paroles de l'archiduc, l'empereur en aurait approuvé le texte. Il se disait bien qu'il avait tout fait pour montrer à son frère les difficultés et les dangers qui l'attendaient, mais dès lors qu'il voulait agir à son gré, il ne croyait plus devoir le détourner.

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à l'empereur Napoléon, 19 janvier 1864, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

En même temps, l'archiduc écrivit à Almonte (1) pour lui dire que d'ici à trois semaines il ferait une déclaration définitive sur son acceptation de la couronne, si, comme on pouvait le prévoir, les conditions étaient remplies jusque-là. Il pria aussi Almonte de bien vouloir prendre toutes les dispositions pour le voyage et pour l'arrivée à Vera-Cruz. Il le pria également, lui et sa femme, de l'y recevoir.

En même temps que l'archiduc envoyait cette lettre, Almonte écrivit à Miramar qu'on pouvait dire sans exagération, que non seulement la majorité du pays, mais le pays tout entier appelait son monarque (2).

Il demandait que le plan du voyage, qui avait été réglé jusque dans les moindres détails, ne fût changé en aucun point. « Car, écrivait-il, nous connaissons mieux que personne le danger et l'empereur ne voudra pas mépriser les prescriptions dictées par notre expérience et exposer Sa Majesté l'impératrice, ni lui-même et sa suite à un danger inutile et en même temps sans gloire. »

Comme on ne pouvait évoquer le danger de la fièvre jaune que pour Vera-Cruz, il était difficile de concilier ce passage de la lettre d'Almonte avec ses protestations si favorables, contenues dans sa correspondance en général.

Après l'arrivée de l'archiduc à Mexico, Almonte espérait remplir la première fonction dans l'empire après le monarque. Il pensait, qu'étant le premier conseiller de l'empereur, il deviendrait la personnalité la plus compétente du pays et partant ne pouvait admettre à côté de lui un Mexicain qui aspirait aux mêmes honneurs. De là cette lutte secrète, mais d'autant plus énergique, entre Almonte et ses partisans et Santa-Anna, toujours mis en avant par Gutierrez.

Et, en effet, lorsque Santa-Anna débarqua à Vera-Cruz le 28 février 1864 et offrit, comme étant le vétéran le plus âgé de l'armée mexicaine, ses services à la régence, Bazaine, à l'instigation d'Almonte, trouva cette façon de procéder indiscrette et lui fit intimer l'ordre de quitter immédiatement le Mexique. Almonte triomphait. Le vieux et très riche ex-prési-

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Almonte, 22 janvier 1864, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(2) Almonte à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 27 janvier 1864. Vienne, Archives de l'État.

dent n'avait désiré pour lui que ce que désirait Almonte : la première place dans l'État et peut-être, si les circonstances étaient favorables, l'espoir de la succession. Ceci avait été rendu impossible par les procédés de Bazaine, inspirés par Almonte. Dans le temps, quand ce dernier avait insisté auprès d'Hidalgo à Paris, pour la nomination de Bazaine et veillé à ce que le général le sache, il avait très bien su ce qu'il faisait. Maintenant Almonte réclamait sa récompense et le renvoi de Santa-Anna en était la première échéance. Il ne s'inquiétait pas si l'intervention et plus tard Ferdinand-Maximilien trouveraient en Santa-Anna un ennemi acharné qui pourrait devenir dangereux à l'avenir par son passé, par ses relations très étendues au Mexique et aux États-Unis et par sa grande richesse. Il ne cherchait qu'une chose : maintenir sa position libre de toute concurrence.

Santa-Anna se retira de nouveau sur son île dans les Antilles et suivit d'un œil attentif et malveillant la marche des événements.

Entre temps Napoléon, dans une lettre datée du 30 janvier 1864, fit part à l'archiduc des garanties que la France pouvait concéder (1) :

« 1^o L'armée française ne quittera le Mexique que successivement et lorsqu'elle pourra le faire sans compromettre l'existence du nouveau gouvernement ;

« 2^o Lorsqu'elle partira, elle laissera au Mexique pour une période de six à huit ans la légion étrangère, qu'on portera au chiffre de huit mille hommes...

« 3^o Le gouvernement français acceptera toutes les conditions les moins défavorables au Mexique pour le remboursement des dépenses de l'expédition...

« Je crois donc qu'il est urgent que vous vous décidiez à venir à Paris, d'où vous pourriez vous rendre facilement à Bruxelles et à Londres. Quant au voyage à Rome, je me permets de vous dire que j'y vois de grands dangers ; le pape voudra obtenir des engagements et si Votre Altesse Impériale les accepte, elle sera mal vue au Mexique ; si elle les repousse, le Saint-Père en sera blessé. D'ailleurs le temps passe et après

(1) Napoléon III à l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Paris, 30 janvier 1864, original. Vienne, Archives de l'État.

le discours de Rouher qui a fait en France un grand effet, l'opinion est très favorable pour négocier un emprunt et tout ce qui peut être utile à votre gouvernement... »

A cette lettre était jointe une copie d'un projet de convention militaire. Napoléon commençait aussi à insister. En plus il voyait la difficulté et même l'impossibilité de résoudre la question des biens de l'Église au gré de chacun. Craignant que l'archiduc ne soit détourné à cause de cette difficulté, il lui conseilla de ne pas du tout entamer cette question. L'archiduc Ferdinand-Maximilien envoya la réponse de Napoléon tout de suite à Bruxelles à son beau-père et celui-ci lui répondit par courrier (1), qu'il était du même avis que l'empereur, à savoir qu'une communication sur la question des biens de l'Église au Saint-Siège était une chose fort délicate. L'Église en effet considérait avec raison que c'était une « spoliation » et elle n'a pas la possibilité de renoncer spontanément à son droit. On s'exposerait seulement à un refus de Rome, ce qu'il faut éviter. C'est la révolution qui s'est emparée des biens du clergé, c'est elle seule qui doit en assumer la responsabilité. Ferdinand-Maximilien n'était que trop disposé à suivre le conseil de Napoléon.

Quant aux garanties, le roi Léopold était d'une tout autre opinion. Il connaissait l'empereur Napoléon, il n'avait jamais eu confiance en lui, et même quelquefois il avait éprouvé pour lui de l'inimitié et de la haine. Et maintenant qu'il se décidait assez difficilement à accepter de son ancien ennemi et adversaire politique un cadeau pour ses enfants, il voulait assurer ce cadeau par des promesses écrites.

Le vieux roi écrivait à son beau-fils : « Tu tires les marrons du feu pour l'empereur Napoléon et partant on ne devrait faire aucune démarche sans avoir des sûretés que les troupes resteront au Mexique. En tous les cas, il doit y avoir là-dessus quelque chose d'officiel qui doit être signé au nom de l'empereur par ses ministres et ton chargé d'affaires et ratifié par toi et l'empereur. Ceci est pénible à traiter. Mais c'est absolument nécessaire, ne serait-ce que pour donner à l'empereur la possibilité de dire au Corps législatif et au pays : « C'est un enga-

(1) Léopold I^{er} à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, Bruxelles, 4 février 1864, original. Vienne, Archives de l'État.

gement d'honneur, sur lequel est basé un engagement réciproque, que je ne puis violer dans aucun cas. » S'il n'existe rien de la sorte, on va le presser et il est naturellement toujours très disposé à regarder sa propre position comme la chose essentielle. Aucune façon de parler ne doit te faire revenir sur cette chose importante et absolument nécessaire, les promesses doivent avoir la valeur d'un traité. Le temps que les troupes françaises régulières et sur lesquelles on peut compter doivent rester au Mexique, doit être stipulé très clairement. Plus longtemps elles resteront, mieux ça vaudra, elles sont le point d'appui le plus important. Le roi déclara que la légion étrangère française était brave et bonne, il fallait seulement tâcher de ne pas accepter pour les enrôlements trop de gens sans aveu. En outre il serait absolument à conseiller que la légion étrangère portât aussi au Mexique les couleurs françaises. Le roi conseilla ensuite de la prudence dans les questions financières et montra la nécessité d'assurer la liaison de l'intérieur du pays avec Vera-Cruz et de la défendre aux points les plus importants par des fortifications.

« Pour résumer, concluait le roi, l'empereur Napoléon n'a qu'un désir : retirer ses troupes du Mexique. Si l'affaire rate, alors il s'en lave les mains. Il faut donc un document écrit, de même que sur la gradation d'après laquelle les troupes françaises devront être retirées. Il est absolument impossible de se laisser bercer par de vaines façons de parler. Il serait à désirer que tout ceci fût traité avant que tu ne te lies définitivement. C'est difficile, mais qu'on ne s'y trompe pas, c'est absolument nécessaire. »

Dans un *post-scriptum*, le roi des Belges ajouta : « J'ai l'intention d'aller à la fin de ce mois en Angleterre où on m'attend. Ce voyage me donnera la possibilité d'être utile à la cause d'une façon pratique, ce qui peut difficilement se faire par écrit. En tous les cas, vous devez aller en Angleterre. L'opinion y est favorable. C'est seulement de l'Amérique du Nord que parviennent des communications haineuses. Lorsque le Texas se sépara jadis du Mexique, les États-Unis approuvèrent cette démarche et il existe des documents de ce temps, disant que le gouvernement américain reconnaîtrait tout État américain qui désirerait se donner une organisation nouvelle. » Par là, le roi Léopold voulait dire que les États-Unis seraient aussi

obligés de reconnaître la monarchie au Mexique. Il oubliait que l'Union dirait toujours que cet État ne s'était pas donné lui-même sa nouvelle forme gouvernementale, mais qu'on la lui avait imposée.

L'archiduc remercia très cordialement son beau-père pour sa lettre et lui parla de ses projets de voyage à Paris et à Londres (1) et pria le roi de lui concéder mille soldats belges avec leurs officiers, « pour la sécurité spéciale de l'impératrice, leur concitoyenne », ainsi que d'intervenir, lors de sa visite en Angleterre, pour que celle-ci reconnaisse l'archiduc déjà au moment de l'acceptation de la couronne comme empereur du Mexique.

L'archiduc était tenace. Bien que son beau-père n'eût rien obtenu en Angleterre dans la question mexicaine, malgré sa nièce, la reine Victoria, et malgré ses relations diverses dans le pays, il continuait d'insister pour qu'on tentât de nouveau la chose. Le roi Léopold y répondit sur-le-champ. Cette réponse si prompte laissait transpercer sa crainte que Ferdinand-Maximilien ne se laissât entraîner par Napoléon à aller au Mexique sans garanties suffisantes.

« Pour pouvoir entreprendre la chose avec quelque sécurité, écrivait-il (2), il faudrait pouvoir prendre le marché à la main et déclarer carrément qu'on ne pourrait pas accepter la chose si les conditions empiraient. L'empereur Napoléon a un grand intérêt, on peut même dire le plus grand intérêt, à arranger l'affaire, car il s'y trouve engagé tandis que le nouvel empereur est encore hors des difficultés. Dans une situation si précaire, il serait à souhaiter qu'on se rapproche autant que possible du proverbe « donnant, donnant ! » La chose a évidemment beaucoup changé depuis les premiers commencements. Au début tout reposait, ce qui est compréhensible, sur l'occupation française et même en Angleterre on trouvait cela désirable. La position que le Corps législatif a prise a évidemment éveillé chez l'empereur le désir de retirer aussitôt que possible les troupes françaises du Mexique. Mais celles-ci sont l'élément principal de la sécurité et doivent être retenues aussi longtemps

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien au roi Léopold, 10 février 1864, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

(2) Léopold à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, Laeken, 17 février 1864, original. Vienne, Archives de l'État.

que possible... Sans emprunt, le départ est impossible... Dans l'arrangement grec de 1830 les trois puissances, l'Angleterre, la France et la Russie, avaient chacune pris à sa charge et garantie vingt millions de francs, très à contre-cœur, il est vrai, et seulement forcées par ma déclaration que je renoncerais. Il faut se garder de toute illusion, à l'impossible nul n'est tenu. Il faut d'autant plus en tenir compte, que l'insuccès vu le manque absolu d'éléments indispensables, sera pourtant mis à la charge de celui qui a accepté la chose. Et rien ne serait plus injuste et plus attristant que d'être accusé d'incapacité, bien que ce ne serait que la conséquence du manque d'éléments. J'ai demandé discrètement ce qu'il en serait avec la reconnaissance anglaise. La réponse a été qu'on devait en faire part de là-bas. Victoria espère bien me voir, mais le temps est affreux et quand on a été si malade on n'a plus la même confiance en soi. Mais malgré tout je veux, si Dieu le permet, aller le 29 en Angleterre. Ma présence peut devenir utile. Ici, comme de raison, vous serez toujours les bienvenus. Maintenant, encore une chose... sans emprunt, sans convention, je ne remuerais ! Tu les as en mains, eux ne t'ont pas encore. Le ciel te protège, mon cher fils. Ton père fidèle.

« LÉOPOLD. »

Parmi les conditions que l'archiduc avait faites à Napoléon, il y avait aussi celle que le futur empereur du Mexique devait, dès son arrivée au pays, prendre le commandement des troupes purement mexicaines. L'empereur y avait consenti, mais le maréchal Randon avait protesté et proposé que le commandement de ces troupes restât à Bazaine. Metternich était justement présent aux Tuileries, lorsque l'empereur et l'impératrice avaient une vive discussion à ce sujet. Les objections de Randon avaient éveillé chez l'empereur, dont la théorie favorite était « l'unité du commandement », tant de scrupules, que sa décision première était mise en question. L'impératrice fit valoir que l'archiduc aurait raison de renoncer à toute la chose, si on voulait lui suggérer de renoncer au commandement. Metternich y ajouta cette remarque laconique et très significative : « Je pense que l'empereur cédera. » Le second point sur lequel le couple impérial français ne s'entendait pas,

c'était au sujet de la légion étrangère, qui devait rester six années au Mexique et garder le drapeau français. L'impératrice, pour des raisons politiques, était contre, tandis que l'empereur semblait vouloir céder sur ce point. Tout cela se déciderait lors de l'arrivée prochaine de l'archiduc à Paris.

Fin janvier, Rechberg avait dit à l'archiduc, au cours d'une conversation, qu'en cas d'acceptation de la couronne mexicaine il devrait renoncer à ses droits de succession à la couronne d'Autriche.

Ferdinand-Maximilien en avait été très affecté. Il ne voulait en aucun cas faire une telle renonciation. Pouvait-on savoir comment le sort déciderait et s'il ne regretterait pas un jour une telle démarche? Il essaya d'exposer son point de vue dans un *pro memoria*.

« Pourquoi, y disait-il, veut-on, sans raison, m'enlever mon droit de succession, héritage de mes ancêtres, et toujours tenu par eux en haute estime? Pourquoi veut-on priver déjà en principe mes héritiers, que je ne possède pas encore et que d'ailleurs j'ai peu d'espoir de posséder jamais, de leur droit ancestral? »

« Sur le point d'accepter pour beaucoup d'années une position dangereuse, comme celle de souverain du Mexique, j'espère quand même, qu'avec le secours de la Providence, mes efforts seront couronnés de succès et que cette position deviendra brillante et glorieuse. »

Le 12 février, l'archiduc Ferdinand-Maximilien eut encore un entretien très détaillé avec l'empereur François-Joseph au cours duquel il obtint que si un emprunt mexicain se faisait, il serait coté à la Bourse de Vienne. Par contre, la question de la renonciation aux droits de succession ne fut pas encore définitivement réglée entre les deux frères. L'empereur voulait traiter cette question encore avant le départ de l'archiduc pour Paris, bien qu'il ait appris par Rechberg que son frère s'était déjà prononcé, pour sa personne, contre une telle renonciation, lorsque Rechberg avait touché à ce sujet. Ferdinand-Maximilien répondit que l'acceptation de la couronne n'était pas encore décidée et qu'on reparlerait de cette question à son retour de Paris. Il voulait remettre cette discussion délicate, sachant bien qu'il y aurait des difficultés. L'empereur consentit. Il avait donné à l'historien Alfred de Arneth l'ordre d'élaborer

un mémoire sur la question de la renonciation, mémoire qu'il voulait soumettre à Ferdinand-Maximilien, avant de prendre une décision.

De Paris on avait fait comprendre à l'archiduc que les questions d'emprunts, etc., ne pouvaient être réglées par écrit et que partant sa visite était indispensable. Metternich rapporta qu'à Paris on avait l'intention de recevoir l'archiduc avec toutes les honneurs dus à un monarque. L'ambassadeur ne put pourtant pas s'empêcher d'écrire à l'archiduc les lignes suivantes, fort expressives : « J'attends l'arrivée de Votre Altesse Impériale à Paris avec la joie la plus profonde en songeant au bonheur de vous revoir, mais en même temps aussi avec les sentiments de la plus vive sympathie pour le sort qui attend Votre Altesse par le fait de l'acceptation de cette entreprise généreuse au delà des mers. »

Sans faire allusion à cette remarque, l'archiduc répondit à Metternich (1) qu'il devait se rendre à Paris encore avant la réception de la députation, car il estimait la question de l'emprunt extrêmement importante, mais qu'il s'arrêterait d'abord à Bruxelles. Il ne désirait point des honneurs impériaux et préférerait arriver à Paris en *morning dress*, comme il l'avait fait à Buckingham Palace. Quant à sa réception aux Tuileries, c'était l'affaire de Napoléon de voir en quelle mesure une telle réception était compatible avec son incognito. Plus la réception aurait un caractère amical, plus elle toucherait l'archiduc.

Le jour avant son départ, l'archiduc reçut des mains de l'empereur François-Joseph le mémoire d'Arneth, à présent achevé. Dans ce mémoire (2) on faisait tout d'abord valoir, en invoquant des exemples historiques, qu'on avait toujours, dans la question de l'héritage des Habsbourg, tâché, après chaque partage, de réunir tous les territoires sous un seul sceptre. Dans le cas présent, la situation du Mexique ne permettait pas une telle réunion. On ne pouvait pas non plus établir une comparaison avec la *secundo genitur* de Toscane, car ici une réunion avec l'Autriche n'avait jamais été impossible. Et si on jette un coup d'œil sur les autres dynasties, par exemple l'arrivée

(1) Archiduc Ferdinand-Maximilien à Metternich, 17 février 1864. Vienne, Archives de l'État.

(2) Intitulé : *Annotations sur la question de la dynastie*. Vienne, Archives de l'État.

au trône du petit-fils de Louis XIV, le duc Philippe d'Anjou, ceci présentait un cas analogue. Quoique alors aussi il n'y ait eu qu'un seul héritier direct on n'avait pourtant pas songé à une réunion (1). Par conséquent, la condition de la renonciation à tous les droits de succession, de régence et d'apanage, imposée alors au prince français, pourrait s'appliquer aussi au cas de l'archiduc Ferdinand-Maximilien. Ceci serait aussi bien dans son propre intérêt que dans celui de l'Autriche, car, dans le cas où l'empereur François-Joseph viendrait à mourir, comment remplirait-il, du Mexique, ses fonctions de régent? La situation en Autriche lui serait, entre temps, devenue tout à fait étrangère. Non, l'archiduc, par amour pour le Mexique et ses habitants, devait se vouer tout entier à ce pays. La meilleure manière de le prouver, c'est de renoncer à ses droits les plus précieux. Tel était le mémoire qui ne portait aucune signature. L'empereur François-Joseph le remit, sans autres commentaires, à son frère, au moment de son départ pour Paris. Il espérait que la lecture du manuscrit le préparerait d'une façon efficace aux conditions qu'on lui imposerait clairement plus tard.

Ferdinand-Maximilien trouva que le mémoire traitait la question d'une résignation éventuelle « en des termes vagues et peu heureux », se proposa de l'examiner à fond et d'y répondre en détail, en se basant sur des données historiques et légales (2).

Le 5 mars, l'archiduc arriva à Paris avec sa femme. Malgré toutes les protestations, le couple princier fut reçu avec les honneurs impériaux. Des représentations de gala aux théâtres, de grandes soirées aux Tuileries et une réception de tous les Mexicains de Paris à l'ambassade d'Autriche soulignèrent solennellement l'occasion qui avait amené le futur empereur à Paris. Tous les représentants diplomatiques qui se trouvaient à Paris prirent part aux fêtes, seul le représentant des États-Unis s'abstint. L'empereur Napoléon était d'une humeur charmante. Il espérait que l'archiduc le délivrerait, par son acceptation, des soucis de l'entreprise mexicaine et lui permettrait

(1) Le cas visé ici pour l'Autriche est celui du prince héritier Rodolphe, alors âgé de six ans et fils de l'empereur François-Joseph.

(2) Archiduc Ferdinand-Maximilien à l'empereur François-Joseph, 22 mars 1864, brouillon. Vienne, Archives de l'État.

sous peu de se retirer du Mexique avec des avantages commerciaux et financiers pour l'avenir. L'empereur des Français avait reçu juste à ce moment et avec la plus grande satisfaction un rapport de Bazaine, qui dépeignait tout sous les plus belles couleurs pour se maintenir dans les grâces de son souverain. Napoléon le montra immédiatement à l'archiduc, lui faisant voir la situation au Mexique sous les dehors les plus roses. Il lui déclara qu'il trouverait le Mexique complètement pacifié et qu'on utiliserait l'emprunt surtout pour la construction de chemins de fer et autres travaux. L'empereur était heureux d'avoir pu faire croire à l'archiduc que son élection était due au désir de la nation. Comme le prouve une de ses lettres à Bazaine (1), l'empereur n'avait jamais voulu autre chose et que cela parût ainsi aux yeux de l'Europe.

Voilà pourquoi il était très enclin à aller au-devant des désirs de l'archiduc en beaucoup de cas. Ce dernier, de son côté, déploya tout son charme, son tact et son habileté pour gagner Napoléon. La convention militaire projetée fut élaborée dans ses parties financières par le ministre des Finances Fould, et l'archiduc s'attendait à un dur combat pour pouvoir la modifier selon ses désirs. Mais le ministre des Affaires étrangères Drouyn de Lhuys lui fit des avances de la façon la plus sympathique. L'archiduc, sans tout obtenir, obtint pourtant beaucoup. Les mesures financières surtout étaient encore bien imparfaites. Mais si la convention, qui se composait d'une partie officielle et d'une partie secrète, était loyalement observée, on pouvait tout de même être content. La première partie fixait que 25 000 hommes de troupes françaises, ainsi que la légion étrangère, resteraient au Mexique jusqu'à ce qu'on aurait pu les remplacer (2). La légion étrangère, avec un effectif de 8 000 hommes, resterait au Mexique durant huit ans. La question du commandement ne fut réglée que d'une façon très peu claire. On ne disait pas si l'empereur du Mexique était dans son propre pays le chef suprême de l'armée. Pratiquement, le commandement restait entre les mains de Bazaine, excepté les quelques cas où des troupes mexicaines

(1) Napoléon à Bazaine, 15 février 1864, GAULOT, I, p. 256.

(2) Cette convention se trouve toute entière et assez exactement dans SCHMIT DE TAVERA, I, p. 235, dans LEFÈVRE, I, p. 360, entièrement, mais non sans faute et non mot à mot, enfin dans GAULOT, I, p. 288, en extraits.

impériales opéraient toutes seules. Ce point était déjà sensiblement nuisible à l'unité d'action. Très dures étaient les conditions financières prescrites par le ministre rusé Fould. L'archiduc Ferdinand-Maximilien ne s'entendait guère en matières financières et signa des conditions qui représentaient pour un État, dont le budget était déjà fortement obéré, un fardeau impossible. Avant tout, le Mexique s'engageait à payer 270 millions de francs, pour les frais de l'expédition française jusqu'au 1^{er} juillet 1864. Après cette date, le gouvernement mexicain devait payer 1 000 francs par an pour chaque soldat de Napoléon. Enfin tous les Français, dont les pertes avaient été le prétexte de l'expédition, devaient être dédommagés.

Comme amortissement des 270 millions et dédommagements à payer, on devait de suite donner, de l'emprunt à lever, 66 millions de titres au cours d'émission au Trésor français. C'étaient des Français qui, dans la mesure la plus large, étaient appelés à régler les questions financières, et naturellement on fit en sorte que l'avantage de la France fût garanti avant tout dans la négociation des questions financières les plus importantes du Mexique.

Dans la partie secrète du traité, il y avait que, quels que soient les événements en Europe, l'aide de la France ne manquerait jamais au jeune Empire et que le nouvel empereur reconnaissait toutes les dispositions prises jusqu'à présent par le chef de l'armée française et par la régence. L'armée française de 38 000 hommes ne devait être retirée qu'au fur et à mesure de façon à ce qu'il y aurait en 1865 encore 28 000, en 1866 25 000 et en 1867 encore 20 000 soldats français en Mexique.

Le prince Metternich ne voyait qu'une chose (1), c'est qu'on avait obtenu la condition principale, à savoir que des troupes françaises resteraient au Mexique pendant trois ans au moins. Il était très étonné de tout ce que l'archiduc était parvenu à se faire accorder et disait que ceci était une nouvelle preuve de la justesse de son idée favorite, à savoir la valeur énorme et même toute-puissante de l'influence personnelle sur l'empereur Napoléon.

(1) Metternich à Rechberg (lettre privée). Paris, 14 mars 1864. Vienne, Archives de l'État.

L'archiduc avait d'abord hésité à négocier un emprunt pour l'État mexicain, alors qu'il n'était en vérité pas encore l'empereur élu du Mexique. Mais les financiers français et anglais dissipèrent ses doutes. En outre, des frais considérables résulteraient de l'acceptation prochaine de la couronne, qui devaient être couverts de suite par 8 millions de l'emprunt, payés à l'archiduc. Ainsi celui-ci se décida donc à permettre l'émission d'un emprunt de 201 600 000 francs au cours de 63.

Cependant l'archiduc avait refusé une demande de Napoléon. L'empereur avait été averti par le sénateur Gwyn, envoyé par la Californie au Congrès de l'Union, avant la guerre de Sécession, que la province mexicaine de Sonora, située sur le golfe de Californie, était extrêmement riche en mines de métaux de toutes sortes qui n'attendaient qu'à être exploitées. Gwyn réclama l'assistance de Napoléon, lui soumit un projet de colonisation et lui fit des allusions très peu déguisées qu'il devait faire de cette province une sorte de colonie française. Son arrière-pensée en tout ceci était de décider Napoléon et avec lui toute la France à des démarches en Sonora, qui amèneraient un conflit avec les États du Nord, qui veillaient jalousement sur l'observation de la doctrine de Monroë et de forcer ainsi la France de donner aux États combattants du Sud la reconnaissance désirée et son assistance militaire.

Napoléon s'engagea très fortement avec Gwyn et la conséquence en fut que l'ambassadeur de France à Mexico, le marquis de Montholon, reçut l'ordre de conclure un traité avec la régence d'après lequel la province restait officiellement au pays, mais était mise pour quinze ans sous le protectorat immédiat et souverain de la France. Tous les droits d'extraction étaient donnés à la France contre une contribution de 10 pour 100 au Trésor mexicain.

Ceci, au point de vue politique, ne constituait pas une cession de territoire, mais donnait lieu à une méfiance justifiée. Ferdinand-Maximilien n'avait pas l'intention de commencer son règne par la vente d'une province à une puissance étrangère, cette puissance fût-elle la France.

Ainsi l'archiduc refusa de reconnaître cette disposition de la régence, bien que Napoléon n'en parût pas être très satisfait. Mais l'empereur des Français voulait que tout soit décidé aussi vite que possible et ne se buta donc pas contre ce refus.

On n'en parla plus, mais Napoléon se réservait d'y revenir en un temps plus propice.

Le 12 mars, un quart d'heure avant le départ de l'archiduc et de son épouse, la convention fut paraphée par Napoléon et par l'archiduc. Elle ne devait être signée définitivement qu'à Miramar, après l'acceptation de la couronne. L'emprunt fut effectué. L'archiduc signa les actes d'émission et les fit contre-signer par deux Mexicains destinés à des postes de ministres sans portefeuille.

Les adieux entre l'archiduc et le couple impérial français furent vraiment cordiaux. L'impératrice lui fit cadeau d'un petit médaillon en or avec l'image de la madone en lui disant : « Ceci vous portera bonheur. » L'archiduc aussi prit congé de Napoléon d'une façon très chaleureuse. Il repartit ensuite par Calais pour l'Angleterre.

Mais tout l'éclat, tous les succès personnels de l'archiduc auprès de Napoléon, tous les avantages obtenus ne pouvaient assombrir le jugement que le sage et prudent Metternich avait déjà porté une fois sur l'aventure du Mexique :

« J'avoue, écrit-il dans une lettre privée à Rechberg (1), que plus je réfléchis à la chose, moins j'ai le courage de jeter un regard confiant sur l'avenir. Il n'y a pas de doute que ce soit une entreprise colossale, dont les perspectives de réussite échappent à toute combinaison. Plus nous nous rapprochons de cet essai, plus les doutes deviennent grands, même chez ceux qui, au début, ont été favorables à l'idée d'une monarchie au Mexique. Le sort réservé au jeune prince et à sa courageuse épouse apparaît enveloppé de tels nuages, que l'impératrice (Eugénie) elle-même se sent prise d'une agitation fiévreuse, agitation qu'il faut mettre sur le compte de l'énorme responsabilité qui pèse sur elle. Le public, à différentes reprises, a donné des preuves de sa sympathie pour l'audace des voyageurs princiers. Le soir du départ de Leurs Altesses, j'ai entendu moi-même un groupe de gens du peuple crier : « Bonne chance, Madame l'Archiduchesse d'Autriche ! »

Metternich trouvait également que l'emprunt avait très peu de chances favorables, bien que la négociation, grâce à

(1) Metternich à Rechberg, lettre privée du 14 mars 1864. Vienne, Archives de l'État.

l'intervention personnelle de l'archiduc, ait été très facilitée auprès des capitalistes. « Les charges, écrivait l'ambassadeur, sont énormes, et il faudra beaucoup d'ordre pour ne pas être écrasé sous le poids de ces exigences monstrueuses. Voilà le vrai revers de la médaille. »

Après la France et l'Angleterre il n'y avait que l'Espagne qui entrerait en ligne de compte pour une visite de l'archiduc. Mais la politique de l'Espagne avait été la même que celle de l'Angleterre qui s'était déjà, en 1861, décidée à n'aller qu'à Vera-Cruz. Eugénie pria donc l'archiduc de s'abstenir d'aller à Madrid. « Point de frégate d'accompagnement, point de visite », disait-elle.

On prétend même avoir songé à une visite de l'archiduc à Washington. Lorsque le représentant de l'Union, durant les jours de la visite de l'archiduc, se présenta une fois auprès de Drouyn de Lhuys, pour s'informer si c'était vrai que l'archiduc avait posé comme condition de son départ la reconnaissance des États insurgés du Sud, le ministre lui répondit avec une « indiscretion discrète » qu'il n'y avait en cela pas un mot de vrai. Si le temps ne pressait pas tellement, l'archiduc aurait même fait une visite à Washington.

Comme on ne pouvait en réalité jamais avoir songé à une telle visite, ces paroles du ministre ne pouvaient être prises que pour une phrase de politesse, qui, il est vrai, semblait plutôt ironique (1).

Lord Palmerston, tout en rendant justice à l'initiative courageuse de l'archiduc, ne croyait pas qu'il lui serait possible de venir à bout de cette grande et noble tâche. Il craignait que le prince ne succombât à l'épreuve. Son argument principal était que les Mexicains étaient un peuple dégénéré, corrompu jusqu'à la moelle, sans courage et sans force, esclave et rebelle en même temps, sans cohésion et sans avenir...

« Quand on soulève le linceul qui pèse sur la poitrine de ce peuple moribond, on ne doute pas qu'il ne soit destiné à être englouti par la race anglo-saxonne, race devant laquelle ce peuple disparaîtra tôt ou tard, comme les Peaux Rouges devant les Blancs. »

(1) Hidalgo à l'archiduc Ferdinand-Maximilien, 17 mars 1864, Vienne, Archives de l'État.